



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

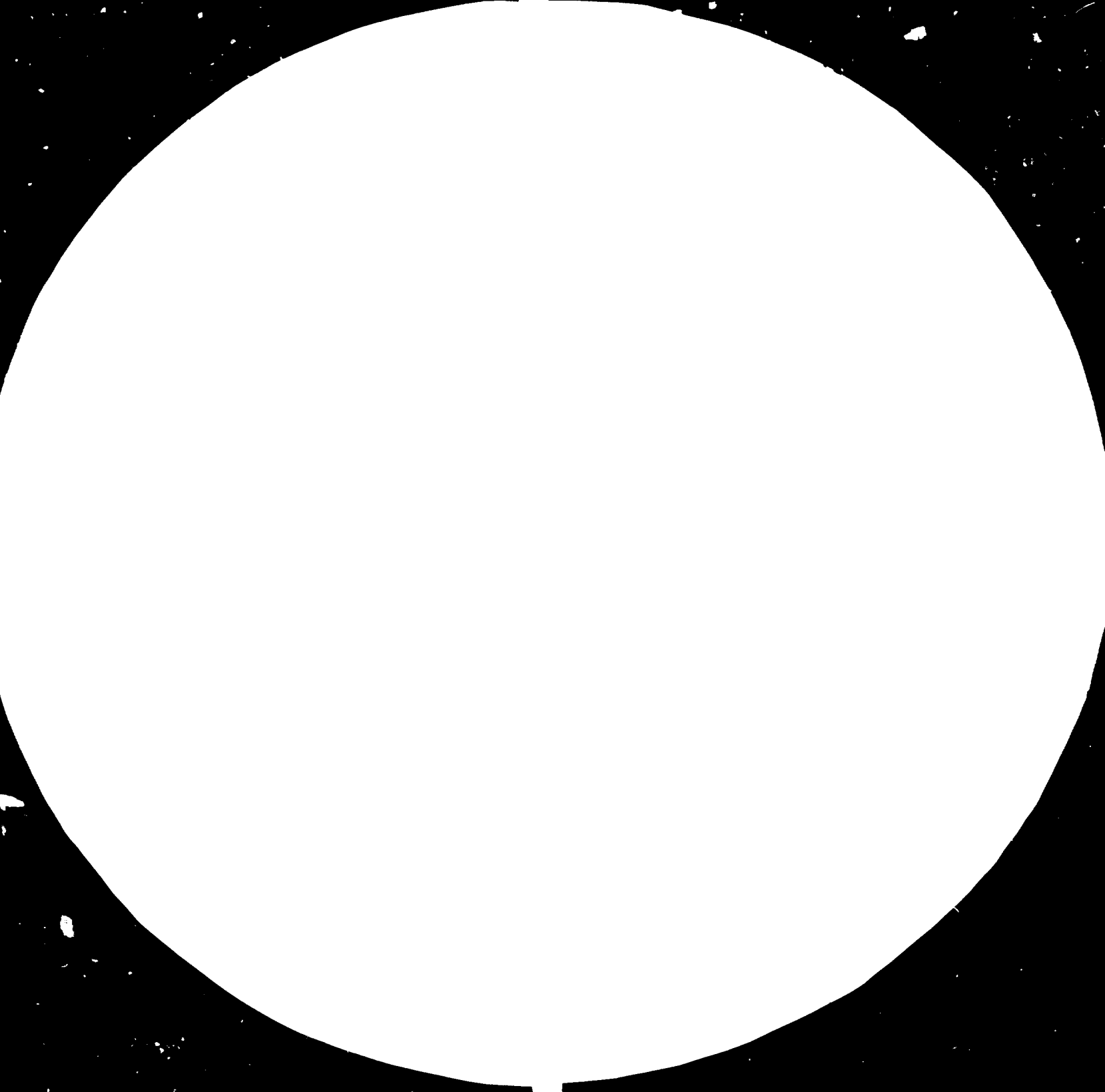
## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

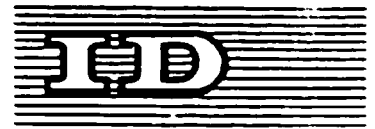




MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART  
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a  
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



14639-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.439/4  
13 mai 1985

FRANCAIS  
Original : FRANCAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

---

~~\_\_\_\_\_~~  
Réunion d'experts de haut niveau  
sur la dette extérieure de l'Afrique  
dans le secteur industriel  
Vienne (Autriche), 14-17 mai 1985

LA DETTE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL :  
QUESTIONS ET PROPOSITIONS<sup>1/</sup>

Etabli par  
le secrétariat de l'ONUDI

3729

---

<sup>1/</sup> Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.85-26073 1279A

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 8	3
La dette extérieure de l'Afrique	1 - 4	3
Les dépenses en devises de l'Afrique	5 - 8	5
L'INDUSTRIALISATION ET L'ACCUMULATION DE LA DETTE EXTERIEURE	9 - 39	6
Dépendance de l'étranger pour les facteurs de production	9 - 11	6
Dépendance de l'étranger pour les services	12 - 14	8
Investissements improductifs et accumulation de la dette extérieure	15 - 22	9
Le commerce et la dette extérieurs de l'Afrique	23 - 25	12
Flux de ressources financières extérieures en Afrique et dette extérieure de l'Afrique	26 - 29	13
MESURES A PRENDRE	30 - 50	15
Considérations générales	30 - 35	15
Programme d'action	36 - 50	18
Politiques et institutions	36 - 38	18
Entreprises publiques et sociétés transnationales	39 - 40	20
Mise en place d'une infrastructure locale des facteurs de production	41 - 42	21
Ressources humaines	43	22
Services	44	23
Matières premières et biens intermédiaires	45	24
Coopération intra-africaine	46 - 47	24
Orientations et structures nouvelles	48	25
Mesures à prendre au niveau international	49 - 50	26

## INTRODUCTION

### La dette extérieure de l'Afrique

1. Comme l'ont récemment souligné les experts du Comité directeur des Etats Membres créé par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, chargés d'établir l'ordre du jour des questions économiques qui seront examinées à la prochaine conférence au sommet, le caractère persistant de l'endettement extérieur de la région et le poids du service de la dette sont de graves sujets de préoccupation pour tous les pays africains. Selon les dernières données publiées par la Banque mondiale, le total de l'encours de la dette extérieure à moyen et à long terme (y compris les crédits non versés) de 46 pays africains est passée de 134,4 milliards de dollars en 1982 à 136,8 en 1983. Ces montants ne comprennent pas la dette extérieure de l'Angola, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Mozambique, de Sao Tomé-et-Principe et ne tiennent pas compte non plus de la dette à court terme ni des crédits du FMI. A la fin de l'année 1984, la dette totale des pays africains était estimée à 159 milliards de dollars et on pense qu'elle dépassera 170 milliards à la fin de 1985.

2. En même temps, le total des versements au titre du service de la dette (intérêts et amortissement) est passé de 12,9 milliards en 1982 à 14,9 en 1983. Ces chiffres ne font que traduire l'incidence des opérations de rééchelonnement de la dette et ne rendent pas compte de la charge de la dette dans sa totalité. Ainsi, les projections de la Banque mondiale font état de paiements au titre du service de la dette de l'ordre de 19,9 milliards en 1984 et de 20,4 en 1985. A moins que des mesures immédiates ne soient prises en coopération avec les prêteurs pour alléger la charge du service de la dette pour les pays africains, les versements projetés entraîneront de graves difficultés pour ces derniers.

3. En 1982, le total de la dette de l'Afrique représentait 51 % du produit national brut (PNB) et 59 % en 1983. Le ratio global du service de la dette s'élevait à 19,8 % en 1982 et à 27,4 % en 1983. Bien qu'il soit généralement admis que le ratio moyen du service de la dette ne devrait pas dépasser 20 %, il était supérieur dans un certain nombre de pays. Outre le taux d'accroissement alarmant de la dette globale et du service de la dette de l'Afrique, l'évolution considérable de la structure de cette dette au cours

des années 70 est très préoccupante. Ainsi, la part des prêts assortis de conditions libérales a diminué, puisqu'elle est passée de 62,5 % du total de la dette de l'Afrique sub-saharienne en 1972 à 47 % en 1983. Devant la réduction de ces prêts, quelques pays africains - en particulier les pays exportateurs de pétrole et riches en ressources minérales - se sont résolus à emprunter à des banques privées. La participation des marchés financiers dans la dette de l'Afrique sub-saharienne s'est accrue de 14,5 % à 36 % entre 1972 et 1983 et les emprunts de ces pays sur le marché financier européen sont passés de 3,3 milliards de dollars en 1980 à 8,2 en 1981. Cette même année, les pays exportateurs de pétrole tels que l'Angola, le Congo et le Nigéria représentaient 58 % des emprunts sur l'Euromarché, alors que les nouveaux pays producteurs de pétrole, tels que le Cameroun et la Côte d'Ivoire comptaient 18 %, le Kenya et le Zimbabwe se partageant 8 %<sup>1/</sup>.

4. Entre-temps, la plupart des autres pays africains n'ont pu avoir recours à ces prêts et un grand nombre d'entre eux ont fait appel aux accords de confirmation et aux mécanismes élargis de crédit du FMI, malgré les conditions draconiennes attachées aux prêts du FMI. La gravité de la situation est masquée par le fait qu'en 1985 les remboursements des pays africains seront supérieurs aux sommes qu'ils reçoivent du FMI. Les remboursements au Fonds au titre des "obligations de rachat" sont estimés à un total de 700 millions de dollars<sup>2/</sup>. En outre, il devrait être maintenant évident que le réaménagement de la dette n'arrangera pas forcément les choses, puisque les hypothèses avancées quant à la capacité future de la région à rembourser sa dette sont généralement hasardeuses. Même un assouplissement des mesures protectionnistes pratiquées par les pays développés à économie de marché (pays de l'OCDE) entraînerait seulement une réduction très graduelle de la dette et de son fardeau puisqu'il faudra des investissements supplémentaires, fondés sur des facteurs de production importés, pour financer de nouveaux projets d'exportation vers ces pays. Il faut se rappeler que les pays africains ne sont ni producteurs ni exportateurs d'une quantité considérable de produits manufacturés et semi-manufacturés. Tout allègement des mesures protectionnistes touchant les produits industriels profitera essentiellement aux producteurs du tiers monde qui dominent déjà les exportations vers les pays développés à économie de marché. L'annulation de certaines dettes pourrait peut-être résoudre le problème. Mais, aussi désirable soit-elle, il est probable que le processus d'accumulation de la dette reprendra rapidement par la suite<sup>3/</sup>.

Les dépenses en devises de l'Afrique

5. La dépendance de cette région vis-à-vis de l'importation de produits manufacturés est véritablement alarmante. Les données préliminaires rassemblées par l'ONUDI à partir des informations publiées par les Nations Unies pour la plupart des pays africains montrent que les dépenses en devises de la région pour certains produits industriels importants se sont élevées, par exemple en 1982, à 74 milliards de dollars : ceci représente environ 55 % de la dette extérieure de l'Afrique pour cette même année. Si l'on ajoutait à ce chiffre le total des dépenses consacrées aux services et pour tous les pays, la situation serait encore bien plus dramatique. Les exportations de produits manufacturés à partir des pays africains sont très limitées puisqu'elles représentent moins de 1 % des exportations mondiales de ce type de produits. Dans la majorité des pays pour lesquels des données sont disponibles, la fabrication de produits alimentaires et les textiles sont les seules branches dans lesquelles le taux des importations par rapport à la consommation apparente est inférieur à 25 %. Pour deux autres produits chimiques (gaz de pétrole liquéfié et combustibles distillés), le taux d'importation par rapport à la consommation apparente est inférieur à 50 % dans la plupart des pays africains. De 1979 à 1981, l'essence peut être aussi considérée comme un cas limite : en effet, dans 18 sur 41 pays pour lesquels des données sont disponibles, les taux atteignaient environ 50 % pour ce produit.

6. Sur tous les articles<sup>4/</sup>, 54,7 % accusaient des taux d'importation par rapport à la consommation apparente proches de 100 % dans la quasi-totalité des pays africains. Ces produits comprennent pratiquement toute la gamme de facteurs de production industriels intermédiaires qui sont indispensables à tout développement industriel intégré. Le problème clef réside dans le fait que l'Afrique est riche à la fois en ressources agricoles et minérales. Son potentiel de développement des industries du manganèse, des phosphates, du minerai de fer, de la bauxite, de l'étain, du cuivre et du diamant est considérable. Pourtant, la recherche et la mise au point de produits nouveaux sont pratiquement arrêtées dans ces secteurs et la région continue à importer une quantité toujours croissante de produits métallurgiques intermédiaires. En outre, il y aurait d'amples possibilités de développer les relations interindustrielles.



7. Une autre caractéristique de l'industrie africaine est l'évolution étonnamment faible des taux d'importation en 1972-1974 et 1979-1981. Sur les 43 produits figurant dans la catégorie 1 (c'est-à-dire dont le taux d'importation avoisine 100 % dans presque tous les pays), 38 sont restés dans cette catégorie au cours des deux périodes (1972-1974 et 1979-1981). Trois produits (le sulfate pour la fabrication de pâte à papier, le sulfate non cellulosique et les huiles lubrifiantes) ont changé de catégorie et leurs taux d'importation étaient proches de 100 % dans la majorité des pays africains. Deux produits (la glycérine et le plomb non ouvré) sont passés dans la catégorie 1. En 1981, le taux d'importation de ces produits était de 100 % pour tous les pays africains.

8. Un aspect particulièrement important du problème de la dette est le contraste entre les problèmes graves que représente pour les pays développés l'accumulation de leur dette intérieure et les problèmes aussi graves que représentent pour les pays du tiers monde l'accumulation de leur dette extérieure. Cette différence s'explique avant tout par le fait que les pays développés dépendent de leur marché intérieur, non seulement pour la consommation de l'essentiel de leur production industrielle, mais également pour la fourniture de la plus grande partie de leurs facteurs de production. On comprend trop rarement que les pays de l'OCDE et du CAEM sont en réalité des pays développés à économie de marché intérieur (quelle que soit l'organisation de ce marché) : les théories et les doctrines économiques qu'ils défendent (et que nous essayons vainement d'appliquer à l'Afrique) ont en réalité une base nationale.

## L'INDUSTRIALISATION ET L'ACCUMULATION DE LA DETTE EXTERIEURE

### Dépendance de l'étranger pour les facteurs de production

9. Ce qui précède semble indiquer que la principale cause de la dette est l'extrême dépendance pour l'importation de facteurs de production, ainsi que les investissements dans des projets improductifs ou caractérisés par une faible utilisation des capacités de production. C'est bien connu, l'accélération du développement et de la croissance économique est dominée par la mise en place d'infrastructures et la création d'avoirs productifs. Cette

évolution exige une longue période de gestation avant de déboucher sur des productions substantielles. D'une façon générale, cette période est marquée par la rapidité de la croissance des industries utilisant des ressources naturelles, des matières premières industrielles et des biens intermédiaires, en particulier les industries travaillant dans les domaines suivants : production et distribution d'énergie, construction de bâtiments et de structures diverses, adduction d'eau et production de produits chimiques de base (notamment pour l'agriculture, les mines, le génie civil). L'industrie mécanique comprend elle aussi la production locale d'instruments, d'outils, de pièces détachées et d'éléments, ainsi que le lancement de l'industrie des machines-outils. Etant donné que même la plus grosse machine du monde est constituée de pièces, il est évident que la construction des machines doit commencer par la production de pièces et d'éléments (normalisés).

10. L'accélération du développement fait apparaître une énorme demande de matières premières et de biens intermédiaires, d'énergie, d'équipements et de pièces de rechange qui dépasse souvent ce que peut fournir l'économie nationale. C'est alors qu'il faut recourir à des importations, même dans les pays exerçant un contrôle rigoureux des importations et de l'emploi final des facteurs de production<sup>5/</sup>. Ce "gonflement" de la demande dure souvent plusieurs années et il ne s'atténue guère que pour reprendre encore du volume quand il faut importer des équipements perfectionnés et divers autres articles. Il ne faut pas oublier que cette phase de "décollage" doit s'étendre sur 30 ans.

11. Ces "gonflements" des importations ne sont pas eux-mêmes créateurs de dettes si : i) des "gonflements" d'exportation font compensation; ii) les termes de l'échange demeurent équitables; et iii) les apports d'investissements étrangers privés (quand ces apports sont conformes aux principes socio-économiques des gouvernements et sont largement accordés aux priorités nationales de l'industrialisation) demeurent sensiblement équilibrés en termes réels. En fait, aucune de ces hypothèses ne s'est vérifiée pour l'Afrique au cours de la dernière décennie, ou ne se vérifie aujourd'hui, et il est probable qu'elles n'auront pas plus de valeur dans un avenir prochain.

Dépendances de l'étranger pour les services

12. L'examen des importations de facteurs de production exige que l'on tienne aussi compte du rôle des services qui représentent une très forte dépense de devises. La plupart des gouvernements, préoccupés par l'aspect marchandises de la balance des paiements, ne se soucient guère des répercussions des importations de services (transport maritime, aviation civile, assurances, commercialisation, information, gestion, consultations, etc.) dont le volume et les coûts unitaires ne sont souvent même pas vérifiés. Il en résulte une tendance à traiter les services (les services de consultants, par exemple) avec légèreté et à négliger les mesures permettant de transférer efficacement des techniques utiles pour en faire bénéficier des ressortissants du pays. L'industrialisation, jointe aux transformations des structures, crée une forte demande de services de consultants, surtout en ce qui concerne la conception, la planification, la réalisation et la gestion des projets. Ceci est particulièrement vrai de la région d'Afrique qui est en quelque sorte un domaine vierge aux dimensions continentales, où d'énormes dépenses sont nécessaires pour la mise en place d'infrastructures (routes et chemins de fer; aéroports et ports; production et distribution d'électricité; adduction d'eau et traitement des effluents; constructions de villes, aménagement et mise en valeur de terrains; construction d'usines, etc.).

13. Ce ne sont pas les occasions qui manquent de créer des capacités nationales dans le secteur des services. Il suffit de mieux s'organiser, notamment en ce qui concerne l'extension des stages de formation et l'introduction de la spécialisation. Le secteur public et le secteur privé étranger doivent en outre être encouragés et, ce n'est que trop vrai, instamment invités à contribuer efficacement au développement et à l'utilisation des techniques locales en matière de services de consultants. Il y aura beaucoup à faire pour améliorer la qualité du travail dans les petites et moyennes entreprises. Malgré la multiplication des importations de services par le tiers monde (et sans doute par l'Afrique), il semblerait que les organes de décision ou de planification ne se soient jamais sérieusement préoccupés de la question.

14. Les organes de décision et de planification doivent constamment faire des efforts particuliers pour : i) mettre au point des types d'enseignement sur la spécialisation dans ces domaines; ii) veiller à ce que tous les contrats

publics ne donnent pas seulement l'occasion à des ressortissants du pays d'acquérir (individuellement ou en groupes) une expérience sur le terrain, mais qu'ils comportent également des mesures pour garantir que cela se fera de façon satisfaisante. Sinon il faudra dépenser des devises pour importer ces services. C'est à l'occasion de projets exécutés dans leur propre pays ou de projets multinationaux que les ressortissants d'un pays pourront acquérir le plus facilement et le plus raisonnablement de l'expérience en cette matière.

#### Investissements improductifs et accumulation de la dette extérieure

15. Un autre grand facteur contribuant à l'accumulation de la dette est la persistance (pour ne pas dire l'extension) d'enclaves, de semi-enclaves et de relations introduisant des troubles de fonctionnement à l'intérieur de l'économie. S'il est vrai que beaucoup de projets n'ont aucun effet dans le domaine de la production parce qu'ils ont été engagés et conçus pour des raisons étrangères au développement, à la croissance économique et à la diversification, des projets encore plus nombreux ont échoué pour diverses autres raisons, notamment du fait d'une base conceptuelle déficiente, d'une mise au point ou d'une gestion insuffisante, d'un mauvais choix de techniques, de l'absence de relations interindustrielles verticales ou de moyens de dépannage, de l'inadaptation des marchés locaux et extérieurs et d'un mauvais échelonnement des tâches entraînant la création prématurée d'installations de production.

16. Un exemple de déficience conceptuelle est la création d'écoles polytechniques de d'universités alors que les programmes étaient sans grand rapport avec les besoins futurs ou prévisibles de la main-d'oeuvre.

17. En ce qui concerne les erreurs techniques, la région d'Afrique regorge d'équipements coûteux qui sont encore dans leurs caisses d'emballage ou ont été mal installés.

18. En ce qui concerne les relations interindustrielles, l'extrême dépendance de l'industrie de la région à l'égard des importations de matières premières et de biens intermédiaires est bien connue. Le problème de la sous-utilisation du capital fixe n'est pas moins familier. Une des raisons de cet état de choses est que les grands projets sont souvent engagés, conçus et réalisés sans entraînement en aval qui, croit-on, surviendra tout

naturellement et sans qu'on ait pris une décision particulière. Par exemple, les routes reliant les exploitations agricoles aux marchés sont souvent un échec parce que d'autres éléments de la structure de la production ou des systèmes d'incitation ont été négligés.

19. Parmi les exemples de ce qu'on peut considérer comme des projets grandioses et inutiles, il faut mentionner les établissements de formation artisanale et industrielle qui sont munis d'un équipement de base coûteux et fonctionnent à un rythme très faible ou risquent la fermeture faute de demande, ainsi que les ateliers ferroviaires qui se lancent dans la production de pièces détachées, d'instruments et d'outils mais qui tournent au ralenti ou risquent d'être fermés pour les mêmes raisons. Dans beaucoup de cas, la demande est suffisante mais elle dépend de partenaires étrangers et de fournisseurs de sociétés étrangères. Dans la plupart des cas, ces sociétés se sont gardées d'offrir leur concours pour améliorer la production des fournisseurs locaux. Elles ont tout bonnement anéanti les fournisseurs locaux qui alimentaient les marchés.

20. On a également attiré l'attention sur le fait que les organismes gouvernementaux savent mal de quoi se compose le minimum d'équipements nécessaires à l'industrie mécanique. Comme on peut le voir dans beaucoup d'études par pays, de graves lacunes subsistent dans cette structure. De la même façon, les organes de décision et de planification sont peu au courant des biens intermédiaires les plus importants dont a besoin l'industrie mécanique et ils ignorent tout autant quelles sont les matières premières et les techniques nécessaires.

21. Toutes ces imperfections peuvent être souvent surmontées car il suffit de faire preuve d'imagination et d'acharnement. Plus précisément, elles exigent que les gouvernements se persuadent des conséquences auxquelles ils s'exposent quand leurs objectifs nationaux dépendent des investissements étrangers.

22. Il est essentiel que les raisons de cet état de choses soient une nouvelle fois exposées de façon à clarifier les grandes questions plutôt qu'à les embrouiller. On trouvera ci-dessous le résumé des points principaux :

- a) L'irréalisme dont font preuve les organes africains de décision et de planification quand ils croient que le reste du monde (120 pays en développement, plus la Chine, les pays du CEAM et l'Europe

méditerranéenne) peut raisonnablement espérer obtenir des facteurs de production de 25 pays développés (OCDE) (pays qui en général adaptent leur production de facteurs à leurs seuls besoins actuels et prévisibles), sans que surviennent des augmentations astronomiques des prix unitaires d'importation de ces facteurs de production;

- b) L'incapacité de comprendre que les pays développés doivent nécessairement prendre des mesures pour s'opposer à ce qu'ils considèrent comme des augmentations excessives des prix intérieurs des facteurs de production résultant d'une trop forte demande extérieure, soit en mettant le système de formation des prix intérieurs à l'abri de ces pressions et en créant des systèmes de formation des prix particuliers pour les facteurs de production exportés dans le reste du monde, soit en adoptant des mesures<sup>6/</sup> pour réduire le volume des devises disponibles dans le reste du monde;
- c) L'incapacité de reconnaître et de surmonter les conséquences de l'intensification de la concurrence dans le domaine des exportations que le reste du monde envoie dans les 25 pays développés et qui comprennent notamment les produits suivants : cacao, café, thé, sucre, huiles et graines oléagineuses, fibres, bois, épices, pétrole, minerais métalliques, produits manufacturés et semi-manufacturés;
- d) L'incapacité de bien comprendre les effets négatifs de la persistance (voire de l'accroissement) des enclaves, des semi-enclaves et des relations perturbant le fonctionnement de l'économie nationale dans la mesure où il s'agit du gaspillage de devises que suppose leur création et où il s'agit de leur inaptitude à acquérir de nouvelles devises ou à réduire la demande d'un facteur de production étranger. L'attention est tout particulièrement attirée sur les effets des réalisations grandioses et coûteuses : ce sont des réalisations sans intérêt productif ou des réalisations productives qui sont manifestement sous-employées ou sont rendues inopérantes pour une raison ou pour une autre;

- e) L'incapacité à reconnaître l'importance croissante du secteur des services, surtout de celui des services de consultants, dans le processus du développement économique et industriel ainsi que l'accroissement de leurs prix unitaires et globaux à l'importation et l'incapacité de prendre des mesures concrètes et concertées pour créer localement ces services.

#### Le commerce et la dette extérieurs de l'Afrique

23. Etant donné la structure des relations commerciales Nord/Sud, les termes de l'échange des produits de base rendent l'accumulation des dettes inévitable, dès que les décideurs et les planificateurs du tiers monde essaient d'accroître le rythme de développement et de croissance économique de leurs pays. A cela s'ajoute le fait que les responsables, dans ces pays, ne se rendent pas compte assez tôt que la clef du problème ne consiste pas à demander avec insistance de façon plus ou moins explicite davantage de devises, mais à s'efforcer, avec détermination et efficacité, de produire localement des facteurs appropriés, en quantité suffisante, et de la qualité voulue. La situation que l'on observe en Afrique aujourd'hui s'explique en partie par ces deux raisons.

24. L'avenir des exportations de l'Afrique à destination des pays développés à économie de marché (pays de l'OCDE) est plus précaire encore. Il se ressentira fortement non seulement des progrès accomplis depuis quelque temps dans le domaine de la biotechnologie et de la technologie des matériaux en particulier, ainsi que de l'adoption de nouvelles technologies (technologies de pointe) en général, mais aussi de la désaffection de la demande des pays développés à économie de marché (OCDE) pour les matières premières du tiers monde au profit de leurs propres ressources, des ressources situées en Australie, au Canada et au fond des mers. Il devrait être clair que les tentatives visant à atténuer les problèmes des différents pays en diversifiant la gamme des produits destinés à l'exportation vers les 25 pays de l'OCDE ne font qu'accroître leur offre globale, dépriment les prix et rendent inopérants les systèmes de réglementation en matière de produits de base.

25. Il n'est pas douteux que ces éléments vont aggraver les problèmes de devises de la plupart des pays africains, qui tendent à compter indéfiniment sur l'exportation d'un ou deux produits primaires dominants. Mais d'autres

facteurs viennent compliquer la situation. Premièrement, les sociétés transnationales dominant et contrôlent à la fois les exportations et les importations de beaucoup de pays en développement. Deuxièmement, ce contrôle est dans plusieurs cas renforcé par les effets des échanges entre les entreprises d'un même groupe qui facilitent grandement les transferts de revenus par la fixation discrétionnaire des prix.

Flux de ressources financières extérieures en Afrique  
et dette extérieure de l'Afrique

26. Les perspectives des flux d'investissements privés étrangers vers l'Afrique n'apparaissent guère brillantes. Il ressort des travaux de l'UNCTC et d'autres études que les capitaux étrangers tendent plus à se détourner de l'Afrique qu'à s'y diriger. Même lorsque les entrées et les sorties s'équilibrent globalement, seul un petit nombre des 50 Etats membres de l'OUA ont des chances d'en tirer avantage. Dans les pays développés à économie de marché, aussi bien les gouvernements que les entreprises privées appliquent un certain nombre de critères pour décider quels pays et quels secteurs sont susceptibles de recevoir des investissements privés étrangers. Ils demandent notamment une situation politique stable; un climat favorable aux investissements; des politiques libérales qui permettent de réaliser des bénéfices et de les rapatrier rapidement; des marchés nationaux et multinationaux vastes et en expansion. Dans ces circonstances, seuls quelques pays d'Afrique rempliraient les conditions pour bénéficier d'apports importants et durables de capitaux privés étrangers.

27. En outre, il est illusoire de croire que les pays développés à économie de marché disposent d'abondantes ressources (c'est-à-dire de facteurs de production excédentaires) à exporter et à investir dans les 120 pays en développement (50 en Afrique, dont la majorité font partie des pays les moins avancés), en Chine, dans les pays du CAM et en Europe méditerranéenne. La liste des pays demandeurs est longue, non seulement pour ce qui est des achats financés par des échanges et par des prêts, mais aussi pour les produits que permettent d'acquérir les investissements privés étrangers. De plus, les conditions deviennent de plus en plus sévères<sup>7/</sup>. Dans les circonstances actuelles, il est difficile d'envisager un flux appréciable de ressources dans les secteurs et les sous-secteurs moteurs stratégiques tels que l'extraction minière, le pétrole, les matériaux intermédiaires (fer et acier, cuivre,



aluminium, plomb/zinc, produits chimiques lourds et pétrochimiques), même si l'on tient compte des lourdes dépenses d'infrastructure dont beaucoup d'entre eux auront besoin.

28. Compte tenu de ce qui précède, les perspectives, pour la plupart des pays d'Afrique, de recevoir des investissements privés étrangers massifs, ne sont pas encourageantes. Cela s'applique également à l'assistance technique. Il faudra donc une forte détermination de toutes les parties concernées et des négociations continues pour accroître l'aide publique au développement (APD) aux pays d'Afrique, notamment pour la mise en place de facteurs de production locaux. Les gouvernements de ces pays doivent prendre conscience de l'ampleur et des dimensions réelles de la crise qui menace et surveiller l'utilisation des devises.

29. La situation peut être résumée comme suit :

- a) La demande de devises (qui se porte en général, il convient de le noter, sur des excédents de quelques monnaies internationales d'un nombre limité de partenaires commerciaux) aux fins du développement et de la croissance économique, est une demande fortement concurrentielle imputable dans une large mesure à la nécessité d'acquérir des facteurs de production industriels et des services étrangers en faveur de programmes de développement économique. La seule solution, si l'on ne veut pas recourir aux importations, consiste à produire localement ces facteurs;
- b) La demande de facteurs de production (qu'ils soient fabriqués sur place ou importés) tend à être disproportionnée pendant longtemps. Plus le niveau de développement initial et la croissance économique à partir de laquelle l'accélération se produit sont faibles, plus le déséquilibre dure;
- c) Les chances d'une augmentation des recettes en devises dans le cadre des échanges Nord/Sud de biens et de services (dans l'hypothèse du même nombre limité de monnaies internationales et de partenaires commerciaux) semblent éloignées pour la région Afrique, qui compte un nombre élevé de pays parmi les moins avancés;

- d) De même, les perspectives d'augmentations substantielles des investissements privés étrangers (capitaux à risque) et de l'aide au développement dans plus d'une douzaine peut-être de pays d'Afrique aux fins d'une transformation structurelle (dont la création d'industries motrices et de relations) semblent encore plus éloignées;
  
- e) Toute solution qui n'accorde pas le degré de priorité le plus élevé à la production de facteurs de production locaux sera inopérante. Un élément important à cet égard est le rôle des facteurs de production importés dans le développement de facteurs de production locaux.

#### MESURES A PRENDRE

##### Considérations générales

30. Comme l'indiquait le chapitre précédent, il apparaît maintenant évident qu'une grande partie de la dette extérieure de l'Afrique correspond à des dépenses effectuées à l'importation de biens industriels et de services destinés à soutenir le processus de développement économique décrit ci-dessus. L'expérience montre que le succès, en la matière, dépend du niveau de développement industriel. Aucun processus d'industrialisation (a fortiori un processus accéléré) ne peut être entamé sans expansion massive des secteurs des matières premières industrielles et sans échanges importants de telles matières entre pays d'Afrique<sup>8/</sup>.

31. Faute de cela, ces dépenses auront été sans effet sur le processus de développement économique en général et le processus d'industrialisation en particulier. Dans les faits, l'endettement (dépenses en devises nécessaires pour l'achat de facteurs de production importés) accompagnera quand même la forte hausse de la demande de ces facteurs.

32. Il n'est pas suffisant non plus de consacrer des dépenses au développement de l'enseignement universitaire, polytechnique et de l'enseignement technique secondaire ainsi que de la formation si i) elles ne prévoient pas les domaines de spécialisation nécessaires pour le développement

des industries motrices et de leurs réseaux de relations (tels que les matériaux, les études techniques, la construction de machines, les machines-outils, la conception et la construction des usines, et les grands travaux de génie civil), et ii) si le processus d'enseignement/apprentissage reste isolé du monde et du processus réels de fabrication.

33. De la même façon, les dépenses affectées aux transports et aux communications, qui n'établissent pas de lien entre les matières premières et la production industrielle, ou entre la production industrielle et les marchés nationaux, puis multinationaux, ne sont guère utiles au développement économique et industriel accéléré. Le simple chiffre des dépenses ou même celui de leur répartition par secteurs, ne prouve pas grand-chose.

34. Les nombreuses études par pays et missions sur le terrain entreprises par l'ONUDI et la CEA ont mis en évidence les principaux points faibles, parmi lesquels on citera :

- a) L'absence de projets industriels moteurs et de réseaux de relations volontairement planifiés et réalisés;
- b) L'existence d'usines improductives ou sous-utilisées. La fermeture de certaines usines entraîne souvent celle d'autres usines. De telles fermetures interviennent après une sous-utilisation persistante, due elle-même au choix d'une technologie ou à l'incapacité de planifier et de réaliser des réseaux de relations;
- c) L'extrême dépendance à l'égard des facteurs de production importés des pays développés à économie de marché. Les plus importants de ces facteurs sont : les matières premières intermédiaires<sup>9/</sup>; l'énergie; des chefs d'entreprises et des cadres; des cadres intermédiaires et des opérateurs expérimentés; des pièces détachées, du matériel et des outils et des services;
- d) La tendance à la baisse du flux d'investissements étrangers et de ressources de l'aide publique au développement;

- e) L'absence de composants importants d'installations de base des industries mécaniques (fonderie, forgeage, traitement à la chaleur, usinage, atelier d'outillage, galvanisation, phosphatage, placage par galvanoplastie, etc., réparation et entretien)<sup>10/</sup>. L'absence de tels composants freine la production locale de pièces détachées, de composants, de matériels et d'outils;
- f) Les graves insuffisances de l'infrastructure institutionnelle, y compris la mauvaise coopération entre les services de l'administration; l'absence de réforme des entreprises publiques, associée à une grande dépendance à l'égard des entreprises privées étrangères et des sociétés transnationales; l'insuffisance des consultations avec le secteur privé;
- g) Des centres de production sous-développés (ou inappropriés) tels que les ateliers ferroviaires, et la sous-utilisation d'équipements précieux existants;
- h) La concentration sur le remplacement facile d'importations de biens de consommation durables à forte intensité de capital pour le montage ou de biens d'équipement destinés à la production de biens de consommation;
- i) L'absence de mesures visant à élargir la base du marché intérieur (dans des pays où 20 % tout au plus de la population se sert de la monnaie dans des opérations quotidiennes);
- j) L'insuffisance des mesures destinées à promouvoir la coopération économique, qui est souvent considérée comme accessoire et non fondamentale dans la solution des problèmes de développement national;

35. La liste est longue des grandes questions demandant une nouvelle approche, des facteurs de production nécessitant une production planifiée et des insuffisances institutionnelles devant être améliorées. Ce n'est pas l'afflux de devises, aussi massif soit-il, qui peut de lui-même amener des réformes et améliorer la situation, ni conduire à un changement dynamique et intégré de la structure sociale économique.

Programme d'action

Politiques et institutions

36. Considérant l'analyse qui précède, le programme d'action devrait attaquer les problèmes à plusieurs niveaux. Il porterait aussi bien sur les mesures visant les politiques et les institutions que sur la production locale des facteurs de production, en passant par le rôle des entreprises publiques et des sociétés transnationales. Ces mesures devraient être complétées par des ajustements des politiques générales et des structures, ainsi que par des mesures d'ordre international.

37. Les mesures visant les politiques et les institutions tendraient notamment au développement accéléré du secteur industriel, le but à atteindre étant d'arriver par étapes à la production sur place d'éléments destinés à remplacer les facteurs de production importés pour les programmes de développement économique. Il s'agirait notamment :

- a) D'identifier les secteurs industriels (moteurs) clefs et les systèmes de relations entre les uns et les autres. Une grande partie du travail a déjà été faite dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique<sup>11/</sup> ;
- b) De constituer des cadres nationaux qui assureront la planification et l'étude de projets industriels moteurs ainsi que de leurs relations avec d'autres secteurs en particulier l'agriculture;
- c) De mener plus activement le rassemblement d'une base de données et d'informations essentielle pour la restructuration de l'économie intérieure. Elle revêtira entre autres la forme d'enquêtes nationales sur les recettes et les dépenses; d'inventaires des facteurs de production dont il y a pénurie; de données sur les tendances de la production industrielle, sur la balance des paiements dans le secteur des services; de données sur la MVA, particulièrement du point de vue des industries motrices. Les informations recueillies à l'occasion de ces enquêtes nationales sont essentielles pour l'élaboration de politiques de développement du marché intérieur ainsi que pour la planification des relations entre secteurs;

- d) D'améliorer le niveau de compétence professionnelle et le sens des responsabilités des ministères et institutions qui participent au processus d'industrialisation, s'occupent par exemple de l'industrie, de la planification, de l'agriculture, de l'éducation, des transports et des communications, de la main-d'oeuvre, des ressources naturelles et des finances; ceci vaut également pour les banques et sociétés de développement et pour les institutions qui fournissent des services d'appui. Tout aussi importants seront les efforts pour obliger ministères et organismes à coopérer dans l'intérêt de la survie nationale;
- e) D'améliorer le niveau de compétence professionnelle, le sens des responsabilités, l'esprit novateur, etc., des entreprises publiques et privées et des institutions de recherche-développement du pays concerné;
- f) De procéder à des révisions des concepts de coopération économique et des arrangements institutionnels. Les arrangements touchant la coopération économique (même les plus récents) n'ont pas réservé une priorité élevée à la production et au commerce des matières premières, des produits intermédiaires ni à des biens d'équipement comme ceux qui servent dans les secteurs des transports et des communications, de l'agriculture, des eaux, de l'extraction minière et d'autres ressources naturelles; on peut encore ajouter à cette liste l'énergie, la construction et plus spécialement la production conjointe de pièces normalisées;
- g) De réduire le rôle (participation et influence) que les entreprises privées étrangères jouent dans la réalisation des buts et objectifs de ces arrangements et promouvoir la création d'entreprises multinationales africaines à cette fin;
- h) De réviser les principes, priorités, critères et mécanismes de contrôle en matière d'allocation de ressources pour l'importation de facteurs de production. Décider par exemple qui aura la priorité de la production locale de gin ou de la production locale de pièces détachées, d'engrais ou de machines agricoles.

38. Avec les huit domaines d'action définis ci-dessus, on n'a pas épuisé la liste des mesures touchant des politiques et des institutions dont le besoin se fait sentir. Cependant, si les dirigeants et les planificateurs se dérobent et ne relèvent pas les défis correspondants, le Plan d'action de Lagos et la Décennie du développement industriel de l'Afrique, pas plus que les efforts pour résoudre les problèmes actuels et futurs de la dette ne risquent de porter fruit.

Entreprises publiques et sociétés transnationales

39. Les dirigeants et les planificateurs devront adopter des mesures visant à rendre leurs entreprises publiques plus efficaces ou affronter le problème qui se pose quant on s'appuie sur les sociétés transnationales étrangères. Ils devront aussi remodeler les entreprises publiques pour les adapter aux réalités de notre temps et élaborer des critères spéciaux en matière de rendement. Dans la plupart des pays africains, on a absolument besoin d'entreprises publiques qui :

- a) Contribuent à la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée;
- b) Assurent des relations essentielles à l'intérieur d'un secteur et entre secteurs;
- c) Fournissent des contributions dans le domaine de la R-D; et
- d) Aident à organiser et soutenir les entreprises autochtones de petite et moyenne importance au sein de leur secteur ou sous-secteur.

40. Quant aux sociétés transnationales, les dirigeants et les planificateurs doivent rapidement déterminer :

- a) Le rôle qu'ils entendent réellement réserver aux entreprises étrangères, et particulièrement aux transnationales, dans le développement national et multinational et la croissance économique et les conditions qu'ils entendent leur proposer et les effets qu'ils prévoient dans la pratique;

- b) La période durant laquelle ils entendent confier aux sociétés transnationales étrangères des rôles clefs spécifiques dans le processus de transformation des structures, par exemple la création d'une offre autochtone de facteurs de production pour répondre aux besoins nationaux;
- c) Les sociétés sur lesquelles ils ont l'intention de s'appuyer pour remplacer les transnationales ou pour prendre leur suite et les mesures qu'ils adopteront pour développer lesdites sociétés.

Mise en place d'une infrastructure locale des facteurs de production

41. Comme on a avancé que la dette extérieure de l'Afrique était surtout due au fait que cette région était extrêmement tributaire des importations nécessaires aux facteurs de production, ainsi qu'à ses investissements dans des projets improductifs et n'utilisant pas les capacités à plein, il serait bon d'étudier les moyens de remédier à cette situation. Il semble raisonnable de viser surtout à accélérer l'industrialisation, ce qui, à long terme, contribuera largement à résoudre les problèmes que pose la dette. Il faudrait que les mesures envisagées visent en priorité la formation des chefs d'entreprise; le personnel de gestion; le personnel chargé des achats, de la production et de la distribution; les matières premières et biens intermédiaires complémentaires parmi lesquels l'énergie tient une place très importante; l'équipement, les pièces détachées, les outils, les instruments, etc.; la technologie (sans intervention de personnes ou d'équipement); l'infrastructure matérielle et institutionnelle; les services; la coopération intra-africaine et enfin l'expansion des marchés intérieurs et multinationaux.

42. Comme on accorde ici une importance particulière à la place relative de l'approvisionnement en facteurs de production dans la création de la dette, il faut penser à doter au plus vite les pays, les sous-régions et la région d'une infrastructure des facteurs de production qui leur soit propre. On s'est attaché tout particulièrement dans les paragraphes qui suivent aux catégories d'éléments et aux aspects de cette infrastructure que l'on estime essentiels, en se situant de préférence dans la perspective des projets clefs et des systèmes de liaison retenus par les décideurs et planificateurs.



Ressources humaines

43. Les ressources humaines sont le premier, le plus abondant et le plus vital des éléments de cette infrastructure. L'attention est appelée sur plusieurs sous-groupes :

a) Décideurs, planificateurs et autres agents importants

Les mesures propres à constituer un corps de responsables mieux en mesure d'orienter les politiques et de prendre des décisions devraient comprendre l'organisation de cours audiovisuels intensifs et de voyages d'étude hautement spécialisés, destinés à familiariser ces personnes avec la physiologie de la production industrielle (y compris les industries motrices et leurs relations), l'approvisionnement en facteurs de production, les achats, la commercialisation et la distribution, les services d'appui, etc. Les planificateurs notamment doivent être mis au courant des nouvelles techniques.

b) Chefs d'entreprise

Il est essentiel de former des chefs d'entreprise locaux pour parvenir à réduire la dépendance des pays d'Afrique à l'égard des autres régions en ce qui concerne cette importante catégorie de travailleurs de l'industrie. On peut dire sans grand risque d'erreur que, même dans un petit pays assez bien doté en ressources naturelles, l'industrie a besoin de plusieurs dizaines de milliers de chefs d'entreprise. Ceux-ci dirigeraient des établissements allant de l'entreprise d'Etat exploitant les ressources naturelles et les matières premières industrielles aux entreprises sous-traitantes fabricant des pièces détachées et des éléments de véhicules ou de machines et aux petites entreprises produisant des appareils, des outils, des clous, des vis, des boulons, des courroies, des petites génératrices, etc. Si quelques centaines ou même quelques milliers d'étrangers peuvent être amenés à se charger du fardeau que représente la direction d'une entreprise, le succès dépendra des chefs d'entreprise locaux dans toute une gamme de secteurs et de lieux d'implantation; mais il faut alors adopter des mesures spéciales et des systèmes d'incitation appropriés.

c) Gestion

Pour améliorer la formation du personnel de gestion, il faudrait des installations et des programmes plus appropriés et en prise directe sur les réalités africaines. Ce point est important car l'étroitesse des liens entre la gestion et l'histoire, la culture et les techniques (matérielles et sociales) n'est pas toujours bien comprise. Les programmes exécutés actuellement dans la plupart des pays d'Afrique ont été conçus selon des modèles étrangers.

Services

44. Tout au long de la présente étude, on a attiré l'attention du lecteur sur l'importation croissante de services qui diminue la quantité de devises disponible pour les importations et autres facteurs de production nécessaires. C'est pourquoi, les gouvernements des pays africains doivent sans tarder :

- a) Etudier les tendances du volume et de la composition des importations de services;
- b) Avoir des consultations avec les entreprises publiques, certaines entreprises privées étrangères et certaines entreprises privées nationales sur leurs besoins en services de consultants, notamment pour l'exécution des projets clefs relatifs aux relations interindustrielles, et leur expérience en la matière;
- c) Avoir des consultations avec les cabinets locaux de consultants sur les méthodes permettant de satisfaire ces besoins et sur leur rôle dans ce domaine;
- d) Appeler d'autres pays du tiers monde à coopérer (surtout des pays récemment industrialisés) pour obtenir les services de consultants nécessaires et développer ces services dans leur propre pays;
- e) Etudier les mesures propres à mettre en place à l'échelle locale et multinationale des services autres que les services de consultants - destinés à remplacer ceux qui étaient jusqu'alors importés.

Matières premières et biens intermédiaires

45. Les décideurs et planificateurs africains doivent entre autres :
- a) Formuler des politiques et programmes relatifs à la production de matières premières et de biens intermédiaires, au commerce et aux achats;
  - b) Elaborer une carte de l'Afrique industrielle ou des atlas nationaux et sous-régionaux, même rudimentaires, qui donneraient une information de base sur les possibilités d'exploiter davantage, par la production et le commerce, la complémentarité des pays dans le domaine des matières premières et biens intermédiaires;
  - c) Créer des groupes de travail bilatéraux ou multilatéraux chargés de voir s'il est possible d'entreprendre des activités conjointes de production, de transport et de commerce - de troc ou autre - de façon à ne dépenser qu'un minimum de devises.

Coopération intra-africaine

46. Les gouvernements africains doivent de toute urgence affecter des ressources financières et humaines à l'intensification de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie pour le développement industriel de l'Afrique et notamment pour développer les industries motrices stratégiques qui doivent satisfaire les besoins des économies d'une sous-région ou d'un groupe de pays. Il faudrait alors créer des entreprises africaines multinationales et des centres d'échanges dans les sous-secteurs industriels moteurs stratégiquement prioritaires. A cet égard, il paraît nécessaire d'établir un "cadre modèle" pour créer ces entreprises et sociétés commerciales multinationales.

47. Dans le même sens, il faudrait renforcer le Fonds africain de développement industriel et songer à en faire un fonds de solidarité africain pour l'industrie, comme il est demandé dans le Plan d'action de Lagos et le programme de la Décennie. Cet organisme ne servirait pas seulement à financer les études de préinvestissement mais aussi à ouvrir des crédits et donner des garanties, surtout pour les projets multinationaux. Il servirait en outre à

soutenir les efforts nationaux par la création de banques de développement industriel, et les efforts régionaux et sous-régionaux par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement et de banques de développement sous-régionales.

Orientations et structures nouvelles

48. Les décideurs devraient réorienter l'économie et réaménager les structures de façon à pouvoir notamment :

- a) Déterminer et prévoir avec plus de précision les besoins du pays en devises pour les produits de base essentiels à l'industrie en vue de réduire le gaspillage. Ils pourraient proposer des moyens d'obtenir les devises et les investissements vitaux et de réduire la dette extérieure par des négociations internationales, le remplacement de facteurs de production importés par des facteurs de production locaux et une meilleure gestion de l'économie;
- b) Elaborer des critères permettant de déterminer les besoins africains en devises, à court et à long terme, et notamment les besoins essentiels de l'industrie en investissements étrangers et en devises
- c) Mettre au point des procédures nationales d'achat en vue de rationaliser les pratiques en vigueur et de renforcer les arrangements existants aux niveaux régional ou sous-régional, et proposer notamment des activités conjointes comme certaines négociations ou l'importation et la distribution de grands produits de base industriels et autres;
- d) Faire repartir des projets potentiellement viables et améliorer leur gestion, leur production, l'efficacité de leur exploitation et leur rendement, et en particulier réaménager certains arrangements contractuels (de financement et de gestion notamment), ouvrir de nouveaux marchés à leurs produits et trouver de nouvelles sources, de préférence locales, d'approvisionnement en matières premières;
- e) Répartir les ressources nationales pour donner la priorité à une croissance industrielle accélérée des pays africains étroitement liée à celle des autres secteurs économiques, agriculture et bâtiment en particulier.

Mesures à prendre au niveau international

49. Il faut prendre des mesures d'ordre général et particulier pour que les investissements extérieurs et l'APD injectés dans l'économie nationale changent de type et de structure. Il faut veiller de près à ce que ces ressources aillent aux projets qui peuvent contribuer à la production locale de biens intermédiaires industriels et partant à la réduction de la dette extérieure du pays.

50. A cet égard, il faudrait renforcer certains arrangements en vigueur et en établir de nouveaux pour utiliser plus efficacement les principales formes de financement industriel, à savoir les dons et prêts multilatéraux, les dons et prêts bilatéraux, les capitaux empruntés aux banques commerciales, l'investissement étranger direct et le crédit au commerce. Ces mesures aideraient à redresser progressivement la situation actuelle qui se caractérise par la ponction continue d'un certain nombre de projets industriels sur de maigres ressources en devises.

Notes

1/ Africa Business, juin 1982, p. 71.

2/ African Economic Digest, 4 janvier 1985, p. 2.

3/ La situation pourrait s'améliorer un peu si l'on réduisait l'importation d'armes, de munitions et autres matériels stratégiques et si l'on parvenait à mieux limiter les transferts de fonds illégaux vers l'étranger.

4/ Chaque produit est pris en compte deux fois, à savoir en 1972-74 et en 1971-1981.

5/ Comme dans le cas des économies planifiées.

6/ Par exemple, contrôle des sorties de capitaux d'investissement, restrictions sur les prêts accordés aux pays du tiers monde, application abusive d'accords de produits (tels que l'AMF), pression sur les pays du tiers monde pour les contraindre à dévaluer.

7/ Les Etats-Unis exigent par exemple maintenant des traités bilatéraux pour protéger les prêts et les investissements privés effectués dans le tiers monde.

8/ En l'absence de tels échanges, il est impossible d'assurer la complémentarité des matières premières indispensables à la diversification de la production.

9/ Ceux-ci comprennent : des pièces moulées en fonte; des pièces moulées en fer S.G.; pièces moulées en fer malléable fertile; pièces moulées en laiton; profilés en acier doux; profilés en acier au carbone de qualité électrolytique; profilés en acier au carbone aptes à la trempe et au revenu; acier à ressort au carbone, au carbone manganèse et au silico-manganèse; aciers à outils au carbone; acier de cémentation au carbone et au soufre; tôles fortes et minces en acier doux; acier laminé ébouté à chaud (pour la production de disques agricoles).

10/ Voir le descriptif de projet pour le Programme de développement des industries mécaniques (Document préliminaire pour une mission sur le terrain), établi par A. K. Mitra, CEA, Addis-Abeba, 18 mars 1980.

11/ Voir par exemple Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique : programme initial intégré de promotion industrielle au niveau sous-régional (ID/CONF.5/CRP.1 du 29 juin 1984, annexes 2 à 5 et aussi l'annexe 6.

